

SITUATION EN CÔTE D'IVOIRE
AFFAIRE
LE PROCUREUR c. LAURENT GBAGBO

ANNEXE 3
PUBLIC

Article intitulé « Une semaine après sa sortie de prison, les Etats Unis reçoivent Affi » publié le 14 août 2013 dans le journal Le Nouveau Courrier n°852

DANS L'ACTU

Une semaine après sa sortie de prison Les Etats-Unis reçoivent Affi

Par Saint-Claver Oula

La représentation américaine à Abidjan a sollicité une rencontre avec le président du Front populaire ivoirien (Fpi), Pascal Affi N'Guessan. L'ex-prisonnier du régime Ouattara saisira cette opportunité pour dérouler les attentes de sa formation politique pour une réconciliation sincère et le retour définitif de la paix en Côte d'Ivoire.



Pascal Affi N'guessan, très actif dans la lutte pour la démocratie.

Deux ans ont seulement suffi à certains partenaires, et non des moindres, d'Alassane Ouattara, pour apprécier le poids du camp Gbagbo, notamment du FPI. Les Etats-Unis qui ont pris la pleine mesure de la situation actuelle, marquée par la mauvaise gouvernance et des atteintes graves aux droits de l'Homme, ont manifestement décidé de prendre leur distance vis-à-vis du régime d'Abidjan. Et de jouer en faveur de l'expression d'une opposition forte qui va constituer un contrepoids vis-à-vis du régime d'Abidjan.

Si l'on en croit les révélations d'il y a quelques mois de La Lettre du Continent, Philip Carter III, l'ambassadeur des Etats-Unis, s'était alarmé du «sort réservé aux individus mis au secret durant plusieurs

semaines sans assistance juridique». Cela constituait sans doute un changement progressif d'approche de la part des Américains, qu'il était juste de noter, sans rien oublier des dérives du passé. Selon nos sources, l'administration Obama, qui a apporté un soutien massif à Alassane Ouattara, a pesé de son poids pour la remise en liberté des personnalités pro-Gbagbo détenus sur toute l'étendue du territoire.

A peine se retrouvent-ils dehors que les représentants de la diplomatie américaine à Abidjan sollicitent et obtiennent une audience avec Pascal Affi N'Guessan qui est le premier responsable du Front populaire ivoirien. Ce mercredi 14 août, l'ex-prisonnier politique de Ouattara se rendra donc à l'ambassade des Etats-Unis à la

tête d'une délégation de trois personnalités de son parti. Ils seront reçus, selon une source crédible, en attendant l'arrivée du nouvel ambassadeur, par le premier secrétaire de l'Ambassade des Etats-Unis en Côte d'Ivoire.

Affi saisit la balle au bond

En sa qualité de premier responsable de l'opposition, Pascal Affi N'Guessan qui ne se donne pas de repos depuis sa sortie de prison eu égard aux questions brûlantes qui touchent au processus de démocratisation de la Côte d'Ivoire, va dérouler les préoccupations de l'heure. Le successeur du président Laurent Gbagbo, selon certaines indiscretions, évoquera la question de la libération de tous les prisonniers politiques du régime Ouattara détenus sur toute l'étendue du territoire national ainsi que celle du retour de ses camarades en exil. Pascal Affi N'Guessan, dont le parti n'est jamais fermé aux discussions, va sans doute aborder les négociations avec le gouvernement Duncan. Cependant, le désormais meneur de l'opposition politique face au régime Ouattara mettra certainement l'accent sur le caractère « sincère » du « dialogue ».

Cette audience avec les représentants de l'administration Obama en Côte d'Ivoire ouvre une série d'audiences que le premier responsable du Fpi aura avec des représentations diplomatiques et d'autres partenaires internationaux en Côte d'Ivoire.

Situation politique Les lignes bougent



Miaka Oueroto et le FPI préparent de grandes actions pour relancer le parti

L'horizon politique ivoirien va connaître quelques bouleversements. Une semaine seulement après la libération d'Affi N'Guessan et les autres, les choses semblent amorcer un tournant décisif. Affi N'Guessan qui s'apprête à revêtir ses attributs de président statutaire du Fpi va prendre le relais de Miaka Oueroto. Qui avec le dialogue et la diplomatie a pu obtenir des acquis notables, notamment la libération de la quasi-totalité des membres de la direction de son parti, à l'exception de Simone Ehivet Gbagbo, 2^e vice-présidente du Fpi. C'est donc cette mission primordiale que devront désormais accomplir Affi et les autres à la tête du Fpi. Notamment, obtenir la libération de Simone Gbagbo et tous les autres détenus politiques en Côte d'Ivoire, mais aussi et surtout faire en sorte de faire coïncider le calendrier politique ivoirien d'avec le calendrier judiciaire de la Cpi. Parce qu'il ne faut pas l'oublier, le dossier Laurent Gbagbo est avant tout un dossier politique revêtu d'un vernis judiciaire. C'est dans cette atmosphère de «remue-ménage» chez les socialistes ivoiriens que Laurent Akoun, - qui avait été condamné, le vendredi 31 août 2012, à 6 mois d'emprisonnement ferme, un an de privation de droit et un an d'interdiction de séjour en Côte

d'Ivoire en dehors de son lieu de naissance -, referra surface dans le microcosme politique, fin août, après avoir purgé toute sa peine. C'est donc un Fpi ragaillard qui se profile à l'horizon. Selon une source proche de la primature, il est fort probable que le dialogue «direct» Fpi-gouvernement reprenne en septembre, avec la reprise des activités gouvernementales. Mais pour l'heure, des contacts informels entre des émissaires du gouvernement et le Fpi sont établis pour poser les bases d'un dialogue «franc» souhaité par le parti fondé par Laurent Gbagbo. Dans cette nouvelle donne, les diplomates occidentaux entendent jouer pleinement leur partition, pour faire bouger les choses au plan politique. Si Sidki Konaté, un proche de Guillaume Soro a dans une déclaration souhaité le dégel des avoirs des ex-détenus politiques, ce n'est certainement pas anodin. Guillaume Soro qui se rend en visite à Gagnoa ce jeudi, mijote certainement quelque chose dans ce sens. Et son insistance à visiter les villages de Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé n'est certainement pas un banal hasard. Les jours à venir nous situeront.

F. Totti

Libération des détenus politiques

«Un pas salubre pour la réconciliation», selon l'Observatoire de la Justice Transitionnelle

La fin tragique de la crise ivoirienne, a engendré des arrestations massives d'hommes politiques. Ces arrestations décrites par certains observateurs de la vie politique et par une frange de la population ivoirienne comme l'expression de la justice des vainqueurs, ont constitué depuis lors un facteur négatif aux différents efforts et démarches entrepris par la CDVR dont l'une des missions est de créer les conditions de réconciliation des populations vivant en Côte d'Ivoire.

L'Observatoire de la Justice Transitionnelle dont la mission est de porter un regard cri-

tique sur le processus de réconciliation, salue à sa juste valeur la libération, fut-elle provisoire, des détenus politiques issus du régime précédent.

Cependant, il invite le gouvernement à travers le Garde des Sceaux, Ministère de la Justice, des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques, à entreprendre les démarches nécessaires afin que ceux qui sont encore détenus sans procès, recouvrent la liberté ou qu'ils répondent diligemment des actes dont ils sont accusés.

L'OJT recommande à la CDVR à s'activer davantage afin de parvenir à une décripa-

tion effective de la vie sociale, gage d'une réconciliation inclusive et durable.

Fait à Abidjan, le 13 août 2013 Pour l'Observatoire

NB : L'Observatoire de la Justice Transitionnelle en Côte d'Ivoire (OJT-CI) est un programme conjoint des Organisations des droits humains, à savoir l'APDH (Actions pour la Protection des Droits de l'Homme), la LIDHO (Ligue Ivoirienne des Droits de l'Homme) et le MIDH (Mouvement Ivoirien des Droits Humains).

Plus d'infos ?

Suivez l'actu en continu sur notre site

www.nouveaucourrier.net

DANS L'ACTU

Une semaine après sa sortie de prison Les Etats-Unis reçoivent Affi

Par Saint-Claver Oula

La représentation américaine à Abidjan a sollicité une rencontre avec le président du Front populaire ivoirien (Fpi), Pascal Affi N'Guessan. L'ex-prisonnier du régime Ouattara saisira cette opportunité pour dérouler les attentes de sa formation politique pour une réconciliation sincère et le retour définitif de la paix en Côte d'Ivoire.



Pascal Affi N'guessan, très actif dans la lutte pour la démocratie.

Deux ans ont seulement suffi à certains partenaires, et non des moindres, d'Alassane Ouattara, pour apprécier le poids du camp Gbagbo, notamment du FPI. Les Etats-Unis qui ont pris la pleine mesure de la situation actuelle, marquée par la mauvaise gouvernance et des atteintes graves aux droits de l'Homme, ont manifestement décidé de prendre leur distance vis-à-vis du régime d'Abidjan. Et de jouer en faveur de l'expression d'une opposition forte qui va constituer un contrepoids vis-à-vis du régime d'Abidjan.

Si l'on en croit les révélations d'il y a quelques mois de La Lettre du Continent, Philip Carter III, l'ambassadeur des Etats-Unis, s'était alarmé du «sort réservé aux individus mis au secret durant plusieurs

semaines sans assistance juridique». Cela constituait sans doute un changement progressif d'approche de la part des Américains, qu'il était juste de noter, sans rien oublier des dérives du passé. Selon nos sources, l'administration Obama, qui a apporté un soutien massif à Alassane Ouattara, a pesé de son poids pour la remise en liberté des personnalités pro-Gbagbo détenus sur toute l'étendue du territoire.

A peine se retrouvent-ils dehors que les représentants de la diplomatie américaine à Abidjan sollicitent et obtiennent une audience avec Pascal Affi N'Guessan qui est le premier responsable du Front populaire ivoirien. Ce mercredi 14 août, l'ex-prisonnier politique de Ouattara se rendra donc à l'ambassade des Etats-Unis à la

tête d'une délégation de trois personnalités de son parti. Ils seront reçus, selon une source crédible, en attendant l'arrivée du nouvel ambassadeur, par le premier secrétaire de l'Ambassade des Etats-Unis en Côte d'Ivoire.

Affi saisit la balle au bond

En sa qualité de premier responsable de l'opposition, Pascal Affi N'Guessan qui ne se donne pas de repos depuis sa sortie de prison eu égard aux questions brûlantes qui touchent au processus de démocratisation de la Côte d'Ivoire, va dérouler les préoccupations de l'heure. Le successeur du président Laurent Gbagbo, selon certaines indiscretions, évoquera la question de la libération de tous les prisonniers politiques du régime Ouattara détenus sur toute l'étendue du territoire national ainsi que celle du retour de ses camarades en exil. Pascal Affi N'Guessan, dont le parti n'est jamais fermé aux discussions, va sans doute aborder les négociations avec le gouvernement Duncan. Cependant, le désormais meneur de l'opposition politique face au régime Ouattara mettra certainement l'accent sur le caractère « sincère » du « dialogue ».

Cette audience avec les représentants de l'administration Obama en Côte d'Ivoire ouvre une série d'audiences que le premier responsable du Fpi aura avec des représentations diplomatiques et d'autres partenaires internationaux en Côte d'Ivoire.

Situation politique Les lignes bougent



Miaka Ouereto et le FPI préparent de grandes actions pour relancer le parti

L'horizon politique ivoirien va connaître quelques bouleversements. Une semaine seulement après la libération d'Affi N'Guessan et les autres, les choses semblent amorcer un tournant décisif. Affi N'Guessan qui s'apprête à revêtir ses attributs de président statuaire du Fpi va prendre le relais de Miaka Ouereto. Qui avec le dialogue et la diplomatie a pu obtenir des acquis notables, notamment la libération de la quasi-totalité des membres de la direction de son parti, à l'exception de Simone Ehivet Gbagbo, 2^e vice-présidente du Fpi. C'est donc cette mission primordiale que devront désormais accomplir Affi et les autres à la tête du Fpi. Notamment, obtenir la libération de Simone Gbagbo et tous les autres détenus politiques en Côte d'Ivoire, mais aussi et surtout faire en sorte de faire coïncider le calendrier politique ivoirien d'avec le calendrier judiciaire de la Cpi. Parce qu'il ne faut pas l'oublier, le dossier Laurent Gbagbo est avant tout un dossier politique revêtu d'un vernis judiciaire. C'est dans cette atmosphère de «remue-ménage» chez les socialistes ivoiriens que Laurent Akoun, - qui avait été condamné, le vendredi 31 août 2012, à 6 mois d'emprisonnement ferme, un an de privation de droit et un an d'interdiction de séjour en Côte

d'Ivoire en dehors de son lieu de naissance -, referra surface dans le microcosme politique, fin août, après avoir purgé toute sa peine. C'est donc un Fpi ragaillard qui se profile à l'horizon. Selon une source proche de la primature, il est fort probable que le dialogue «direct» Fpi-gouvernement reprenne en septembre, avec la reprise des activités gouvernementales. Mais pour l'heure, des contacts informels entre des émissaires du gouvernement et le Fpi sont établis pour poser les bases d'un dialogue «franc» souhaité par le parti fondé par Laurent Gbagbo. Dans cette nouvelle donne, les diplomates occidentaux entendent jouer pleinement leur partition, pour faire bouger les choses au plan politique. Si Sidki Konaté, un proche de Guillaume Soro a dans une déclaration souhaité le dégel des avoirs des ex-détenus politiques, ce n'est certainement pas anodin. Guillaume Soro qui se rend en visite à Gagnoa ce jeudi, mijote certainement quelque chose dans ce sens. Et son insistance à visiter les villages de Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé n'est certainement pas un banal hasard. Les jours à venir nous situeront.

F. Totti

Libération des détenus politiques

«Un pas salubre pour la réconciliation», selon l'Observatoire de la Justice Transitionnelle

La fin tragique de la crise ivoirienne, a engendré des arrestations massives d'hommes politiques. Ces arrestations décrites par certains observateurs de la vie politique et par une frange de la population ivoirienne comme l'expression de la justice des vainqueurs, ont constitué depuis lors un facteur négatif aux différents efforts et démarches entrepris par la CDVR dont l'une des missions est de créer les conditions de réconciliation des populations vivant en Côte d'Ivoire.

L'Observatoire de la Justice Transitionnelle dont la mission est de porter un regard cri-

tique sur le processus de réconciliation, salue à sa juste valeur la libération, fut-elle provisoire, des détenus politiques issus du régime précédent.

Cependant, il invite le gouvernement à travers le Garde des Sceaux, Ministère de la Justice, des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques, à entreprendre les démarches nécessaires afin que ceux qui sont encore détenus sans procès, recouvrent la liberté ou qu'ils répondent diligemment des actes dont ils sont accusés.

L'OJT recommande à la CDVR à s'activer davantage afin de parvenir à une décripa-

tion effective de la vie sociale, gage d'une réconciliation inclusive et durable.

Fait à Abidjan, le 13 août 2013 Pour l'Observatoire

NB : L'Observatoire de la Justice Transitionnelle en Côte d'Ivoire (OJT-CI) est un programme conjoint des Organisations des droits humains, à savoir l'APDH (Actions pour la Protection des Droits de l'Homme), la LIDHO (Ligue Ivoirienne des Droits de l'Homme) et le MIDH (Mouvement Ivoirien des Droits Humains).

Plus d'infos ?

Suivez l'actu en continu sur notre site

www.nouveaucourrier.net